



Arrêt

**n° 155 550 du 28 octobre 2015
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 mai 2015, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour en qualité d'étudiante et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 15 avril 2015.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 2 juin 2015 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2015 convoquant les parties à l'audience du 26 août 2015.

Entendu, en son rapport, J.-C. WERENNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me C. MOENS loco Me C. VERBROUCK, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La partie requérante est arrivée en Belgique en 2006. Par courrier daté du 6 avril 2009, le père de celle-ci a introduit, pour elle et sa sœur, une demande d'autorisation de séjour en qualité d'étudiantes. Le 3 août 2009, la partie défenderesse prend une décision d'autorisation de séjour « limité à la durée de la mission [de son] père ». Le 26 août 2011, la partie requérante introduit une demande de prolongation de cette autorisation, suite à laquelle la partie défenderesse prend une décision d'autorisation de séjour en qualité d'étudiante le 30 août 2011. La partie requérante a été mise en possession d'une « carte A » valable jusqu'au 31 octobre 2012. Cette autorisation de séjour a ensuite été prolongée jusqu'au 31 octobre 2013, puis jusqu'au 31 octobre 2014.

1.2. Par courrier daté du 12 novembre 2014, la partie requérante a introduit une demande de « renouvellement du titre de séjour ».

1.3. Le 15 avril 2015, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de cette demande sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué et a été notifiée le 28 avril 2015, est motivée comme suit :

« MOTIVATION :

Considérant que l'intéressée a été autorisée au séjour en Belgique en date du 30.08.2011 en application des articles 58 et 9 alinéa 2 de la loi du 15.12.1980 pour y effectuer des études de médecine à la Faculté de Médecine de l'Université Catholique de Louvain, qu'elle a été mise le 16.11.2011 en possession d'un Certificat d'inscription au registre des étrangers temporaire (carte A) valable jusqu'au 31.10.2012 et renouvelé depuis lors jusqu'au 31.10.2014;

Considérant qu'à l'issue de cette période l'intéressée s'est maintenue illégalement sur le territoire belge alors qu'il lui appartenait de mettre spontanément fin à son séjour ;

Considérant que l'intéressée a introduit sa demande d'autorisation de séjour en qualité d'étudiante à l'ESCG- Bruxelles (1ère année du Bachelor en Sciences de Gestion) pour l'année académique 2014-2015 alors qu'elle se trouvait en séjour irrégulier en Belgique depuis le 01.11.2014 ;

Considérant que l'intéressée n'invoque aucune circonstance exceptionnelle l'empêchant d'introduire la présente demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique belge compétent pour son pays d'origine ou de résidence à l'étranger ;

Considérant que, par ces circonstances exceptionnelles, l'intéressée doit démontrer qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou dans son pays de résidence à l'étranger (CE Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002) ;

Considérant qu'il a déjà été jugé qu'« en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée... » (CCE, arrêt n° 36.958 du 13.01.2010) ;

La demande d'autorisation de séjour précitée est déclarée irrecevable et l'intéressée est invitée à obtempérer à l'ordre de quitter le territoire qui lui est délivrée ce jour ».

1.4. Le même jour, la partie défenderesse prend à l'encontre de la partie requérante un ordre de quitter le territoire, lequel constitue le deuxième acte attaqué qui est motivé comme suit :

« MOTIF DE LA DÉCISION :

- **Article 61 § 2,1°** : « Le Ministre ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire à l'étranger autorisé à séjourner en Belgique pour y faire des études : s'il prolonge son séjour au-delà du temps des études et n'est plus en possession d'un titre de séjour régulier; »

- La demande d'autorisation de séjour de l'intéressée introduite le 04.12.2014 en application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 a été déclarée irrecevable ce jour.

En exécution de l'article 103/3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1996, il est enjoint à l'intéressée de quitter, dans les trente jours, le territoire de la Belgique, ainsi que les territoires des Etats suivants: Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Suède, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, Suisse, République Tchèque, et Malte, sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre ».

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de « la violation de l'article 18, §1 de la Directive 2004/114/CE du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non-rémunérée, ou de volontariat, des articles 9bis, 58, 59 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et des principes généraux du droits administratif et notamment du principe de prudence et de gestion consciencieuse ».

2.2. Elle indique, notamment, « qu'elle ne pouvait pas se permettre de rentrer au pays pour attendre qu'un visa étudiant lui soit accordé, sous peine de manquer les cours en attendant l'obtention du visa étudiant, et de perdre une nouvelle année d'étude », et que « [sa] scolarité en Belgique (...) doit être considérée, en l'espèce, comme une circonstance exceptionnelle justifiant que la demande de séjour soit introduite à partir de la Belgique ».

3. Discussion

3.1. Sur l'ensemble du moyen, le Conseil rappelle que l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que :

« pour pouvoir séjourner dans le Royaume au-delà du terme fixé à l'article 6, l'étranger qui ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 10 doit y être autorisé par le Ministre ou son délégué. Sauf dérogations prévues par un traité international, par une loi ou par un arrêté royal, cette autorisation doit être demandée par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger ».

L'article 9bis, §1er, de la même loi dispose que :

« lors de circonstances exceptionnelles et à la condition que l'étranger dispose d'un titre d'identité, l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité du lieu où il séjourne, qui la transmettra au Ministre ou à son délégué. Quand le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour, celle-ci sera délivrée en Belgique ».

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2. En l'espèce, le Conseil constate que lors de l'introduction de sa demande, la partie requérante a indiqué, en substance, sa volonté de suivre des cours dans un établissement d'enseignement supérieur, le fait d'être inscrite dans un établissement de ce type, et d'avoir assisté aux cours proposés.

La partie défenderesse, en termes de motivation de la première décision querellée, soutient que

« Considérant que l'intéressée n'invoque aucune circonstance exceptionnelle l'empêchant d'introduire la présente demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique belge compétent pour son pays d'origine ou de résidence à l'étranger ».

A cet égard, le Conseil estime que, malgré une formulation maladroite lors de l'introduction de la demande, la partie défenderesse ne pouvait ignorer que les éléments susmentionnés de cette demande constituaient les circonstances exceptionnelles avancées par la partie requérante, au vu de la brièveté

du courrier introductif et de l'objet de celui-ci, visant exclusivement à l'obtention d'une autorisation de séjour afin de poursuivre un enseignement.

Dès lors, en n'indiquant pas les motifs pour lesquels elle estimait que les éléments invoqués ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation formelle des actes administratifs.

L'argumentation invoquée par la partie défenderesse, en termes de note d'observation, ne permet pas d'inverser ce constat, puisque celle-ci se contente de rappeler le motif de l'acte attaqué souligné au point 3.2. *supra*, motif qui n'est pas fondé en l'espèce, au vu de l'objet particulièrement ciblé de la demande d'autorisation de séjour.

3.3. Il résulte de ce qui précède que cet aspect des moyens étant fondé, il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects ni les autres moyens qui, à les supposer fondés, ne seraient pas de nature à conduire à une annulation aux effets plus étendus.

3.4. L'ordre de quitter le territoire pris à l'encontre de la partie requérante constituant l'accessoire du premier acte attaqué, il s'impose de l'annuler également.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Les décisions attaquées étant annulées par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et l'ordre de quitter le territoire, pris le 15 avril 2015, sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit octobre deux mille quinze par :
M. J.-C. WERENNE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

J.-C. WERENNE